

Convention collective départementale

IDCC : 2328. – **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
DE LA GUADELOUPE ET DÉPENDANCES
(OUVRIERS)**

(28 février 2002)

(Bulletin officiel n° 2003-7 bis)

*(Etendue par arrêté du 20 juillet 2004,
Journal officiel du 29 juillet 2004)*

■ *Journal officiel* du 29 novembre 2005

**Arrêté du 18 novembre 2005 portant extension d'accords conclus
dans le cadre de la convention collective des ouvriers du bâti-
ment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépen-
dances (n° 2328)**

NOR : SOCT0512333A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1984 portant extension de la convention collective des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances du 28 février 2002, complétée par trois annexes ;

Vu l'accord du 21 avril 2005, relatif aux salaires, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 21 avril 2005, relatif aux primes, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu les demandes d'extension présentées par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 14 juillet 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueillis suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des ouvriers du bâtiment et des travaux publics de la Guadeloupe et dépendances du 28 février 2002, modifié par l'avenant du 19 avril 2004, les dispositions de :

- l'accord du 21 avril 2005, relatif aux salaires, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée sous réserve des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance ;
- l'accord du 21 avril 2005, relatif aux primes, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 novembre 2005.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
des relations du travail :

Le sous-directeur de la négociation collective,

P. FLORENTIN

Nota. – Le texte des accords susvisés a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/46, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.